INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 27 octobre 2022**

**INFOS MACRO**

* Les marchés européens ont fini en légère hausse, Paris faisant exception. Lesté par plusieurs grands noms du secteur technologique français, l’indice CAC 40 a clôturé en repli de 0,51% à 6 244,03 points tandis que l’EuroStoxx50 a gagné 0,09% à 3 608,53 points. Wall Street était également bien orienté : le Dow Jones gagnait 1,15% vers 17h30. Le plus célèbre indice américain bénéficie des bons résultats de McDonalds et de Caterpillar.
* Le Conseil des gouverneurs a décidé, sans surprise, d'augmenter les trois taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne de 75 points de base à compter du 2 novembre 2022. Son taux de refinancement passe à 2%. " Le Conseil des gouverneurs a (...) prévoit de continuer à relever les taux d'intérêt directeurs, pour assurer le retour au plus tôt de l'inflation vers son objectif de 2 % à moyen terme " a indiqué l'institution.
* " Le marché européen des taux a réduit d'environ 20 points de base les prévisions relatives au taux directeur final de la BCE pour l'année prochaine, le taux de dépôt devant désormais culminer à environ 2,75 % ", explique MUFG.
* Selon le spécialiste, la révision des anticipations s'explique par la déclaration de la BCE selon laquelle " ce troisième relèvement important consécutif des taux directeurs " (...) a retiré une part " substantielle du caractère accommodant de l'orientation de la politique monétaire ".
* Dans le sillage de la décision de la BCE, les taux longs se sont détendus des deux côtés de l'Atlantique. Le rendement du 10 ans américain recule de près 7 points de base à 3,94% tandis que son équivalent allemand perd 10 points de base à 2,01.
* Selon un scénario bien rodé, le recul des taux à 10 ans est venu en soutien des valeurs technologique. Meta vient allonger la liste des grandes valeurs de la tech, dont la publication trimestrielle est sanctionnée : Alphabet, Microsoft, Texas Instruments.... Celle d'Apple est attendue ce soir.
* Aux Etats-Unis, les commandes de biens durables en septembre ont bondi de 0,4%. Les économistes tablaient sur une hausse de 0,6% après un gain de 0,2% au mois d'août. Elles ont reculé de 0,5% hors transport après être restées stables en août. Le consensus s'élevait à +0,2%.
* Si l'euro perdait 0,70% contre dollar en fin d'après-midi, il se maintenait légèrement au-dessus de la parité contre le dollar, à 1 euro pour 1,001 dollar. Il a légèrement reculé car la BCE s'est finalement révélé plus moins agressive que prévu dans ses commentaires. " Le marché européen des taux a réduit d'environ 20 points de base les prévisions relatives au taux directeur final de la BCE pour l'année prochaine, le taux de dépôt devant désormais culminer à environ 2,75 % ", explique MUFG.

Selon le spécialiste, la révision des anticipations s'explique par la déclaration de la BCE selon laquelle " ce troisième relèvement important consécutif des taux directeurs " (...) a retiré une part " substantielle du caractère accommodant de l'orientation de la politique monétaire ".

* L'Administration américaine d'information sur l'énergie (EIA) a indiqué que les stocks avaient augmenté de 52 milliards de pieds cubes de gaz au cours de la semaine terminée le 21 octobre contre une hausse de 111 milliards au cours de la semaine précédente. Le consensus Dow Jones s’élevait à 61 milliards de pieds cubes. Les stocks s’élèvent désormais à 3 394 milliards de pieds cubes de gaz contre 3 342 milliards de pieds cubes de gaz, 7 jours plus tôt.
* Augustin de Romanet, président de Paris Europlace, a annoncé la création de l'Institut de la Finance Durable (IFD). Sa vocation est d'amplifier et d'élargir l'action initiée par Finance for Tomorrow. L'IFD sera la branche de Paris Europlace en matière de finance environnementale et sociale. Il vise à promouvoir la contribution de la place financière de Paris. La structure, qui sera opérationnelle en janvier 2023, agira notamment autour de la coordination des différents chantiers proposés par le rapport Perrier sur le sujet de la neutralité carbone.

L'IFD est administré par un conseil d'administration composé de 4 collèges rassemblant des hauts représentants d'entreprises industrielles, du secteur financier, des pouvoirs publics, ainsi que des experts et personnalités qualifiées. Ce conseil est présidé par Yves Perrier, président d'Amundi et vice-président de Paris Europlace. Jacques Aschenbroich, président de Valéo et d'Orange, en est le vice-président.

L'IFD travaillera en liaison étroite avec les Collèges Entreprises et Investisseurs de Paris Europlace, qui participent à émettre des recommandations sur ces différents sujets, dans le dialogue entre les entreprises et les institutions financières. De même, il a pour vocation d'impulser et/ou accompagner les travaux académiques et de recherche développés sur la Place de Paris, notamment par l'Institut Louis Bachelier (ILB) et l'Institut de l'Economie pour le Climat I4CE.

Yves Perrier, président de l'Institut de la finance durable, a déclaré : " La transition énergétique est une véritable révolution industrielle qui nécessite de transformer notre économie pour la décarboner tout en renforçant sa compétitivité. Elle implique une action concertée entre l'Etat, les entreprises et les institutions financières. L'objectif de l'IFD est d'organiser le dialogue à haut niveau entre ces parties prenantes, de mettre en œuvre la feuille de route définie et de porter les positions de la Place de Paris au plan européen et international ".

**SOCIETES**

* A Paris, les inquiétudes à propos des perspectives de Capgemini et de STMicroelectronics ont pesé sur le CAC 40. Les performances trimestrielles dans le secteur de la distribution, à l'instar de celles de Casino et Carrefour, ont en revanche été saluées. Par ailleurs, TotalEnergies a été soutenu par le bon de ses profits trimestriels.
* Casino s'est affiché comme la plus forte hausse du SBF 120, son action grimpant de 15,72% à 10,05 euros. Le groupe de grande distribution a fait état d'une croissance de ses ventes au troisième trimestre, son chiffre d'affaires ressortant à 8,553 milliards d'euros, en hausse de 5,4% en données comparables. Son chiffre d’affaires (CA) en Amérique Latine est en progression de 23,4%. Les enseignes ont maintenu une bonne dynamique de croissance dans un environnement inflationniste, grâce à des mesures en faveur du pouvoir d’achat, avec un CA en hausse de +3,9% en données comparables.

Pour l'ensemble de l'année 2022, Casino confirme viser le maintien d'un niveau de rentabilité élevé et l'amélioration de la génération de cash-flow dans ses enseignes en France.

Casino, engagé dans un plan de cessions d'actifs pour réduire son endettement, précise par ailleurs "totaliser 4,1 milliards d'euros de cessions signées ou sécurisées sur une cible de 4,5 milliards d'euros" dont la finalisation est prévue d'ici à la fin de l'année 2023.

Le groupe, qui a finalisé la cession de GreenYellow le 18 octobre, précise qu'en tenant compte de cette cession, sa dette nette s'établit à 4,6 milliards d'euros, réduite de 560 millions d'euros sur 12 mois.

Casino a par ailleurs annoncé étudier un projet de cession d'une partie de sa participation dans l'enseigne brésilienne Assai pour un montant d'environ 500 millions de dollars. Ce projet de cession permettrait d'accélérer le désendettement de Casino et son montant "pourrait, le cas échéant, être augmenté en fonction des conditions de marché", a indiqué le groupe dans un communiqué. "Aucune décision définitive n'a été prise sur ce projet d'opération qui prendrait la forme d'un placement secondaire et dont la réalisation pourrait intervenir d'ici la fin novembre en fonction des conditions de marché".

* TotalEnergies a progressé en bourse de 2,95 % à 54,48 euros signant la plus forte hausse du Cac 40. Cette hausse intervient après que le groupe pétrolier ait généré un bénéfice net part de 6,6 milliards de dollars, en hausse de 69% au troisième trimestre. Dans un contexte marqué par la hausse des prix de l’énergie à travers le monde en raison de la guerre en Ukraine, son résultat net ajusté part a été multiplié par 2,5 à 9,9 milliards de dollars.

En outre, son Ebitda ajusté a été multiplié par près de 2 (+98%) à 19,4 milliards de dollars. La production d'hydrocarbures du groupe a totalisé 2,67 millions de barils équivalent pétrole par jour, en repli de 5% sur un an.

La bonne dynamique du groupe est porté notamment par son secteur iGRP (integrated Gas, Renewables & Power) qui réalise sur le trimestre un résultat opérationnel net ajusté record de 3,6 milliards de dollars en hausse de 1,1 milliard de dollars par rapport au deuxième trimestre, et un cash-flow de 2,7 milliards de dollars, tirés par un prix moyen de vente GNL en hausse de plus de 50% par rapport au trimestre précédent et par la bonne performance des activités de négoce.

PDG du groupe, Patrick Pouyanné a déclaré : " Dans un contexte marqué par un prix du Brent à 100 dollars le baril en moyenne et des prix du gaz exacerbés par l'agression militaire de l'Ukraine par la Russie, TotalEnergies réalise ainsi au troisième trimestre 2022 un résultat net ajusté de 9,9 milliards de dollars et un résultat net IFRS de 6,6 milliards de dollars après la prise en compte d'une nouvelle provision de 3,1 G$ sur la Russie. La marge brute d'autofinancement s'élève à 11,7 milliards de dollars et la compagnie conforte son bilan avec un ratio d'endettement de 4%. La rentabilité sur capitaux propres est de plus de 30% sur 12 mois ".

Sur le front des perspectives, TotalEnergies anticipe une production autour de 2,8 Mbep/j au quatrième trimestre 2022, en raison d'une réduction des maintenances planifiées et du rétablissement de la production de Kashagan.

Tenant compte de l'évolution des prix du pétrole et du gaz sur les derniers mois et de l'effet retard sur les formules de prix, le fournisseur d'énergies anticipe que son prix moyen de vente de GNL sur le quatrième trimestre devrait être supérieur à 17 dollars/Mbtu.

Forte d'une génération de cash-flow élevée et d'un ratio d'endettement de 4%, la Compagnie confirme sa stratégie d'allocation de 35% à 40% du cash-flow à ses actionnaires à travers les cycles, tout en accélérant sa stratégie de transformation avec des investissements nets de l'ordre de 16 milliards de dollars pour l'année 2022, dont 4 milliards de dollars dans les énergies décarbonées.

* STMicroelectronics a dévissé de 6,97% à 32,51 euros, se classant ainsi à la dernière place de l’indice CAC 40. Si au cours des derniers trimestres, le fabricant de semi-conducteurs a pris pour habitude de surprendre favorablement les investisseurs, ces derniers jugent un peu courte la prévision de revenus pour le quatrième trimestre. Le chiffre d'affaires est anticipé en progression de 23,7% à 4,40 milliards de dollars, à comparer avec un consensus Bloomberg s’élevant à 4,43 milliards de dollars.

La marge brute, un indicateur très suivi de la rentabilité du secteur, devrait ressortir à environ 47,3%, soit légèrement mieux qu'attendu : 46,9%.

Cette légère déception de STMicroelectronics intervient dans un contexte de plus en plus dégradé pour l'industrie des semi-conducteurs. Jusqu'à présent, les difficultés du secteur touchaient les puces pour les téléphones et les PC, comme l'ont montré les publications décevantes d'AMD, Micron… Mercredi soir, le concurrent américain de STMicroelectronics, Texas Instruments a indiqué que les difficultés du marché touchaient désormais l'industrie. En revanche, le marché final de l'automobile continue de croître.

* Credit Suisse décroche de 13,96% à 4,098 francs suisses pour venir échouer à la dernière place de l’indice suisse SMI. La banque helvétique en difficulté a dévoilé un plan de restructuration passant par la suppression de plus de 17% de ses effectifs et par une augmentation de capital de 4 milliards de francs suisses. C’est là où le bât blesse car les analystes s’attendaient à ce qu’elle finance sa réorganisation en cédant des actifs afin d’éviter l’effet dilutif d’une levée de fonds. Il sera d'autant plus important que l'action est proche de son plus bas historique touché fin septembre.

Cette restructuration a pour but de restaurer la crédibilité de Credit Suisse, qui a été mise à mal par des résultats décevants et l'accumulation des affaires ces deux dernières années.

" Notre nouveau modèle intégré sera axé sur la gestion de fortune, sur Swiss Bank, ainsi que sur la gestion d'actifs, et nous restructurerons radicalement la banque d'investissement, renforcerons le capital et accélérerons la transformation de nos coûts ",a expliqué le directeur général, Ulrich Körner.

* Lagardère (-0,29% à 17,26 euros), en cours de rapprochement avec Vivendi, est stable à la bourse de Paris. Le groupe a bénéficié au troisième trimestre d'un rebond de son activité de commerce de détail dans les gares et aéroports, avec un chiffre d'affaires global en hausse de 35,5% à 2 milliards d'euros, d'après un communiqué. L'activité de la branche «Travel Retail» a progressé de 61% à 1,1 milliard d'euros, et «retrouve quasiment son niveau de 2019» avant la crise sanitaire.

La France, l'Europe et la zone Amérique sont en forte croissance grâce à la reprise des voyages, tandis que la région Asie-Pacifique demeure en retrait (+6,1%) en raison de la politique zéro-Covid en Chine.

La branche Hachette Livre, l'autre activité du groupe Lagardère désormais détenu majoritairement par le groupe Vivendi, a pour sa part progressé de 12% (ou 4% en données comparables), à 780 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires des autres activités a augmenté sur la période de 3,6% à 178 millions d'euros (ou 4,4% en données comparables). De son côté, l'activité médias (Paris Match, le JDD, et Europe 1) est en baisse de 6,6% en raison d'un marché publicitaire "peu dynamique".

Côté perspectives, dans un environnement instable marqué par des tensions inflationnistes, la politique zéro-Covid de la Chine et par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, Lagardère poursuit ses efforts de maîtrise des coûts, d'optimisation de ses revenus, et de contrôle de sa trésorerie.

**ANALYSE**

Malgré les critiques des dirigeants politiques, dont celles d'Emmanuel Macron dans « Les Echos », la Banque centrale européenne n'a pas dévié de sa ligne de conduite. Une lutte sans répit contre l'inflation, qui passe notamment par un nouveau tour de vis sur les taux. « La décision que nous prenons aujourd'hui est la plus appropriée pour rétablir la stabilité des prix qui, comme vous le savez, est d'une importance capitale pour la prospérité et la reprise de l'économie », s'est défendue Christine Lagarde, présidente de la BCE, lors de la conférence de presse. Mais l'institution de Francfort a décidé de jouer sur tous les leviers à sa disposition pour mater la hausse des prix.

Comme attendu par les marchés, la Banque centrale européenne a remonté ses taux de 75 points de base. Le taux de dépôt est ainsi passé à 1,5 %, celui de la facilité de refinancement à 2 % et celui de la facilité de prêt marginale à 2,25 %. Depuis le mois de juillet, les taux directeurs européens ont bondi de 200 points de base, enregistrant leur plus violente progression depuis la création de l'euro. « Au cours des deux précédents cycles de hausse, il avait fallu à la BCE au moins dix-huit mois pour relever ses taux d'une telle ampleur », souligne Carsten Brzeski, chez ING.

Les chiffres de la hausse des prix pour septembre, +9,9 % sur douze mois, ne laissaient guère de doute sur la volonté de la BCE de poursuivre la normalisation à marche forcée de sa politique monétaire. Le récent assouplissement de la position d'autres banques centrales - comme la Banque du Canada qui n'a levé ses taux que de 50 points de base au lieu des 75 attendus - n'a pas ébranlé les gardiens de l'euro.

Christine Lagarde a également confirmé qu'il restait « du chemin à parcourir » même si la politique monétaire menée par la BCE avait déjà perdu une bonne partie de son caractère accommodant. Ces derniers jours, plusieurs banquiers centraux avaient confirmé que le niveau neutre du taux de dépôt - celui auquel il n'accélère ni ne ralentit l'économie - tournait autour de 2 %, et qu'il faudrait aller au-delà pour faire fléchir l'inflation. « Les futures hausses de taux seront décidées réunion par réunion, et dépendront des donnés à notre disposition », a affirmé la présidente de la banque centrale.

Son discours assez pessimiste sur les perspectives économiques en zone euro a été interprété sur les marchés comme un élément qui pourrait pousser la BCE à réduire l'ampleur de ses tours de vis.

La BCE a indiqué que la prochaine étape serait le dégonflement de son bilan. Celui-ci a quasiment triplé depuis 2015 pour atteindre près de 9.000 milliards d'euros sous l'effet des programmes d'achats massifs d'obligations mis en place pour soutenir l'économie. La Fed a déjà commencé à réduire le sien, en ne réinvestissant plus intégralement les montants issus des remboursements des titres de son portefeuille arrivés à échéance. Christine Lagarde a donné rendez-vous aux marchés en décembre prochain. Elle devrait alors présenter les grandes lignes de ce programme de « resserrement quantitatif », dont la mise en œuvre interviendra ultérieurement.

**L’AGENDA DU 28 octobre 2022**

**7h30 en France**  
PIB au troisième trimestre  
Consommation des ménages en biens en septembre  
  
**8h45 en France**  
Inflation en octobre  
Prix à la production dans l'industrie en septembre  
  
**10h00 en Allemagne**  
PIB au troisième trimestre  
  
**11h00 en zone euro**  
Confiance des consommateurs et climat des affaires en octobre  
  
**14h00 en Allemagne**  
Inflation en octobre  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Revenus et consommation des ménages en septembre  
Indice des prix PCE en septembre  
  
**16h00 aux Etats-Unis**  
Indice de la confiance des consommateurs de l'université du Michigan en octobre